



DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION DES FINANCES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

SERVICE EXECUTION BUDGETAIRE

Arrêté n° 543/2023
Arrêté portant nomination des mandataires
Régie d'avances et de recettes de la démographie médicale
HELIOS N° 228
Direction du patrimoine immobilier
Rue Ranchot
18000 BOURGES

Le président du Conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1617-1 à R. 1617-18 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22 ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État, et notamment son article 5 disposant que l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu la délibération n° AD 482/2022 du Conseil départemental du 5 décembre 2022 mettant en place d'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et revalorisation indemnitaire des agents du Département ;

Vu la délibération n° AD-0155/2023 du Conseil départemental du 3 avril 2023 donnant délégation permanente au président du conseil départemental pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du Département ;

Vu son arrêté n° 542/2023 du 27 octobre 2023 constituant une régie d'avances et de recettes auprès de la Direction du patrimoine immobilier pour l'encaissement des produits de consultations

Accusé de réception en préfecture
018-221800014-20231108-543-2023-AI
Date de télétransmission : 08/11/2023
Date de réception préfecture : 08/11/2023

médicales et le remboursement en cas de trop perçu ou le paiement des dépenses liées au fonctionnement du cabinet médical itinérant ;

Vu son arrêté n° 310/2023 du 21 juin 2023 portant nomination de M. François LE GLAS, régisseur titulaire, M. Frédéric TABARE, mandataire suppléant et Mme Géraldine SERVANT mandataire de la régie d'avances et de recettes auprès de la Direction du patrimoine immobilier pour l'encaissement des produits de consultations médicales et le remboursement en cas de trop perçu ou le paiement des dépenses liées au fonctionnement du cabinet médical itinérant ;

Vu son arrêté n° 540/2023 du 25 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Murielle DUBOIS, Directrice des finances et des affaires juridiques, et à ses collaborateurs ;

Considérant qu'il convient de nommer le régisseur titulaire, le mandataire suppléant et le mandataire de cette régie ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire du 07 novembre 2023 ;

- ARRETE -

Article 1^{er} : L'arrêté n° 310/2023 susvisé du 21 juin 2023 portant nomination de M. François LE GLAS, régisseur titulaire, M. Frédéric TABARE, mandataire suppléant et Mme Géraldine SERVANT mandataire, est abrogé.

Article 2 : M. François LE GLAS est nommé régisseur titulaire de la régie d'avances et de recettes auprès de la Direction du patrimoine immobilier pour l'encaissement des produits de consultations médicales et le remboursement en cas de trop perçu ou le paiement des dépenses liées au fonctionnement du cabinet médical itinérant.

Article 3 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, le régisseur titulaire sera remplacé par M. Frédéric TABARE, mandataire suppléant.

Article 4 : Mme Géraldine SERVANT est nommée mandataire.

Article 5 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité intégrée dans l'assiette de son indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise.

Article 6 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité intégrée dans l'assiette de son indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 7 : Le mandataire ne percevra pas d'indemnité.

Article 8 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont conformément à la réglementation en vigueur chargés de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ainsi que de toutes les opérations de la régie depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cessation de leurs fonctions.

Article 9 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir de sommes pour les produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 10 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 11 : Le régisseur et le mandataire suppléant sont tenus d'appliquer l'instruction codificatrice n° 06-631-A-B-M du 21 avril 2006.

Article 12 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication.

Article 13 : Le présent arrêté sera notifié à M. François LE GLAS, M. Frédéric TABARE et Mme Géraldine SERVANT.

Article 14 : Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département du Cher (<https://www.departement18.fr/Registres-des-Actes-Administratifs>). En cas d'urgence, le présent arrêté sera préalablement affiché à l'accueil de l'Hôtel du Département (dont le siège se situe : 1 place Marcel Plaisant - 18000 BOURGES Cedex, et, dont les horaires d'ouverture de l'accueil au public sont : 8h30-12h00 / 13h30-17h00, du lundi au vendredi).

Article 15 : Le directeur général des services départementaux et le comptable public assignataire du Département du Cher sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au président du conseil départemental du Cher (Hôtel du Département, 1 place Marcel Plaisant, CS 30322, 18023 BOURGES Cedex). Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans (par voie postale à l'adresse suivante : 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS Cedex, ou, par l'application informatique "Télérecours citoyens", accessible par le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr>).

En cas de rejet du recours gracieux formulé dans le délai précité (rejet explicite) ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans peut également être formé contre cette décision dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à BOURGES, le 08 novembre 2023

Le président du conseil départemental du Cher,
Pour le Président et par délégation,
La Chef du service exécution budgétaire,


Signé électroniquement par : NATHALIE FREMILLON-LOMBARTE
Date: 08/11/2023
Qualité: D.F.A.J. - Service Exécution Budgétaire

Nathalie FREMILLON-LOMBARTE

Acte transmis au contrôle de légalité : 08 novembre 2023

Acte affiché le : NÉANT

Acte publié le : 08 novembre 2023

Acte transmis au comptable public assignataire le : 08 novembre 2023

⌘ Attestation de notification :

Prénom : NOM :

Acte notifié le :

En qualité de (cocher la case correspondante) :

Régisseur titulaire

Mandataire suppléant

Mandataire

En bénéficiant de la présente nomination, j'atteste sur l'honneur avoir connaissance de mes obligations déontologiques et m'engage à informer, par écrit, le président du Conseil départemental, de toute situation de conflit d'intérêts dans laquelle je me trouverais en assurant mes missions et me déporter en conséquence, préalablement à toute prise d'acte.

Signature

(précédée de la mention manuscrite « vu pour acceptation »)